Cameroun

Cameroun : comment équilibrer les mesures sociales et de santé publique

Données mises à jour le 19 août 2020

Contexte

La mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique (MSSP) est une stratégie importante pour ralentir la transmission de la COVID-19 et limiter la pression sur les systèmes de santé, mais ces mesures peuvent faire peser une charge importante sur les personnes, en particulier lorsqu'il s'agit de mesures de restriction des déplacements ou qui limitent l'accès à un certain nombre de services. Ce document vise à guider les décisions politiques qui cherchent à équilibrer les bénéfices des MSSP dans la lutte contre la transmission de la maladie avec d'autres priorités, telles que l'impact économique et social. Il repose sur l'examen, l'analyse et la synthèse de données illustrant différents aspects liés à la COVID-19 au Cameroun, notamment une enquête téléphonique représentative à l'échelle nationale, une veille médiatique, des données épidémiologiques et d'autres sources d'informations accessibles au public. Les sources de données et les méthodes utilisées sont répertoriées à la fin du document.

L'essentiel à retenir

Dynamique de la maladie : le Cameroun a été rapidement touché par la COVID-19 dans des proportions épidémiques importantes. Le nombre de cas signalés a significativement augmenté en mai pour atteindre un pic fin juin. Cependant, ces données doivent être interprétées avec prudence, en raison d'un signalement des cas irrégulier.

Mise en œuvre des MSSP : le gouvernement a imposé un confinement strict en mai, avant d'autoriser un déconfinement progressif en mai et juin, malgré la hausse continue du nombre de cas signalés. La fermeture des frontières et l'obligation de porter le masque dans les lieux publics sont les seules mesures toujours en vigueur.

Soutien et adhésion aux MSSP : les mesures de protection individuelle permettant d'éviter la transmission de la COVID-19 (se laver des mains, porter un masque et éviter les salutations physiques) font l'objet d'un soutien élevé au Cameroun, contrairement aux mesures de restriction des rassemblements (éviter les grands rassemblements et les lieux de culte) et de l'activité économique (confinement à domicile ou restriction des déplacements vers les marchés et magasins) qui sont moins populaires. Presque toutes les MSSP ont été levées, à l'exception du port du masque obligatoire dans tout le pays et de la fermeture des frontières. L'adhésion déclarée aux comportements préventifs est relativement faible. La couverture médiatique des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux était globalement positive pendant la période d'enquête.

Perception des risques et information sur les risques : la majorité des personnes interrogées sont conscientes de la menace que représente la COVID-19 pour leur pays, mais se sentent personnellement peu concernées par les risques. La désinformation continue de circuler sur les réseaux sociaux et une majorité des participants à l'enquête au Cameroun ont des idées fausses qui pourraient limiter leur adhésion aux comportements préventifs.

Services de santé essentiels : les familles font face à une perturbation des services de santé essentiels pendant la pandémie de COVID-19. Plus de la moitié des foyers camerounais ayant besoin de soins de santé ont eu du mal à avoir accès à leurs rendez-vous médicaux (54 %). En outre, plus de 40 % des personnes ayant besoin de médicaments signalent avoir eu du mal à les obtenir, en particulier les personnes atteintes de maladies chroniques et les populations urbaines. Un des services de santé les plus souvent impactés était le dépistage du paludisme, ce qui peut entraîner des conséquences importantes sur l'état de santé de la population et nécessiter une réponse politique afin de renforcer la prévention et d'assurer la continuité de l'accès aux soins.

Poids économique et sécurité alimentaire : une forte majorité des participants au Cameroun (78 %) déclarent avoir enregistré une perte de revenus par rapport à l'année dernière et la même proportion rencontre des difficultés d'approvisionnement alimentaire. Selon des reportages dans les médias traditionnels, la fermeture des frontières perturbe les circuits d'approvisionnement alimentaire, ce qui entraîne une insécurité alimentaire et une perte de revenus pour les agriculteurs qui dépendent du commerce transfrontalier. L'insécurité de l'approvisionnement en eau et en nourriture était au cœur du débat sur le fardeau des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux.

Sécurité : un petit nombre d'incidents de sécurité liés à la COVID-19 a été signalé au Cameroun (12), un chiffre en baisse constante depuis avril. La moitié de ces incidents impliquait des actes de violence entre des manifestants et des forces de police ou des forces militaires. Les manifestants avaient des revendications variées, telles que les conditions de vie dans les prisons pour trois d'entre elles et la demande de mesures de soutien économique plus importantes pour trois autres.

Dynamique de la maladie et mise en œuvre des MSSP

Nombre total de cas (Incidence cumulée pour 100 000 personnes)	**Nombre total de décès**	**Tests diagnostiques** (Ratio de tests par cas confirmé)	**Taux de létalité**
18 662 (74)	408	186 243 10	2,2 %

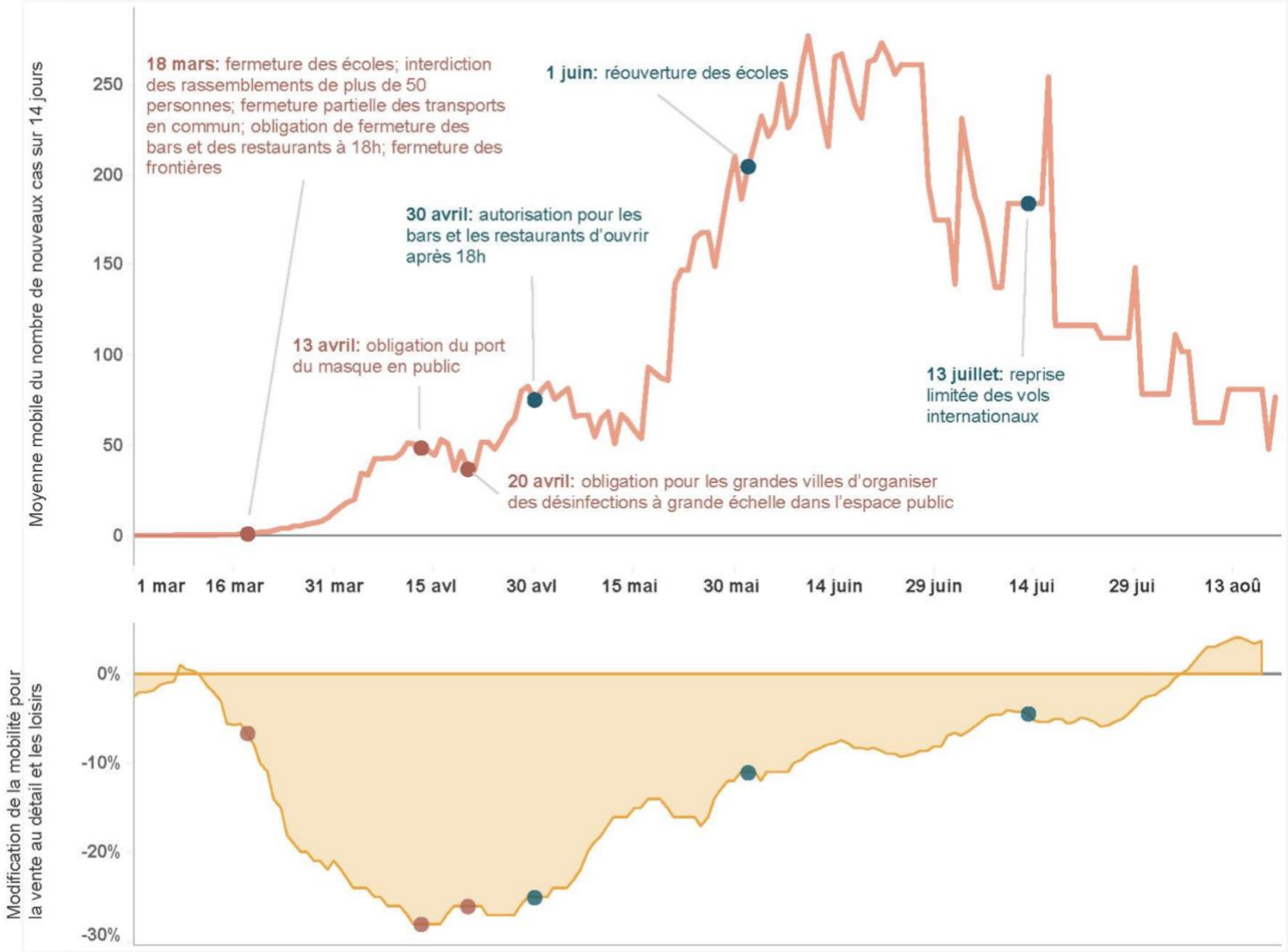
OMS la capacité de dépistage est considérée comme adaptée à partir d'un ratio de 10 à 30 tests par cas confirmé.

L'utilisation des MSSP doit s'adapter à l'évolution de la situation épidémiologique. Lorsque ces mesures sont mises en place efficacement et respectées, elles peuvent réduire la transmission de la maladie de manière significative. Un assouplissement progressif et flexible des mesures peut empêcher des pics de transmission tout en allégeant les contraintes exercées sur les communautés. Si la transmission s'accélère, la réintroduction de mesures ciblées peut être nécessaire pour contrôler l'épidémie.

Le Cameroun a été rapidement touché par la COVID-19 dans des proportions épidémiques importantes. Le nombre de nouveaux cas signalés a significativement augmenté en mai pour atteindre un pic fin juin. Même si cette courbe semble redescendre depuis cette date, elle doit être interprétée avec prudence, en raison d'un signalement des cas trop irrégulier depuis fin juin.

- Le Cameroun a pris des mesures moins restrictives qu'ailleurs, sans imposer de confinement à domicile, contrairement à la plupart des autres États membres de l'Union africaine (UA). Au mois de mars, des mesures telles que la fermeture des écoles, l'interdiction des grands rassemblements et la réduction de la capacité des transports publics ont été mises en place pour freiner la propagation du virus. Au mois d'avril, le port du masque dans les lieux publics est devenu obligatoire, alors que le nombre de cas signalés était toujours relativement faible. Le Cameroun a commencé à assouplir les mesures de restriction des transports publics début mai, avant d'autoriser la réouverture nationale des écoles à l'échelle nationale au mois de juin. Le nombre de cas a fortement augmenté peu de temps après la suspension de ces mesures.
- Les seules MSSP toujours en vigueur sont l'obligation du port du masque et la fermeture des frontières. Le gouvernement envisage actuellement de rouvrir les frontières afin de limiter l'impact économique de la COVID-19, surtout pour les agriculteurs.
- La capacité de dépistage atteint tout juste les recommandations en matière de ratio de tests par cas confirmé.
- Le signalement des nouveaux cas au Cameroun n'est effectué que tous les cinq jours, ce qui explique en partie les variations du nombre de nouveaux cas sur la courbe épidémique ci-dessous.

Les restrictions précoces adoptées par le pays à la mi-mars ont entraîné une forte baisse de la mobilité de la population, qui a à nouveau augmenté puis légèrement dépassé les niveaux de référence d'avant la pandémie entre fin juillet et début août.



Source des données : CDC Afrique, Rapports de Google sur la mobilité de la communauté, ACAPS, OxCGRT. La courbe de la mobilité liée à la vente au détail et aux loisirs illustre la variation en pourcentage par rapport à la période de référence (3 janvier - 6 février) en termes de fréquentation des magasins et lieux de loisirs (restaurants, cafés, centres commerciaux, etc.) parmi les utilisateurs de Google.

Soutien et adhésion aux MSSP

L'efficacité des MSSP repose sur un changement de comportement généralisé. Pour identifier les mesures bénéficiant d'un meilleur degré d'acceptation, il est primordial d'évaluer le soutien et l'adhésion du public, ainsi que la confiance globale dans la réponse du gouvernement. En cas d'adhésion faible, une analyse plus poussée des freins au changement de comportement peut aider à renforcer la mise en œuvre des MSSP et à limiter le poids de ces mesures.

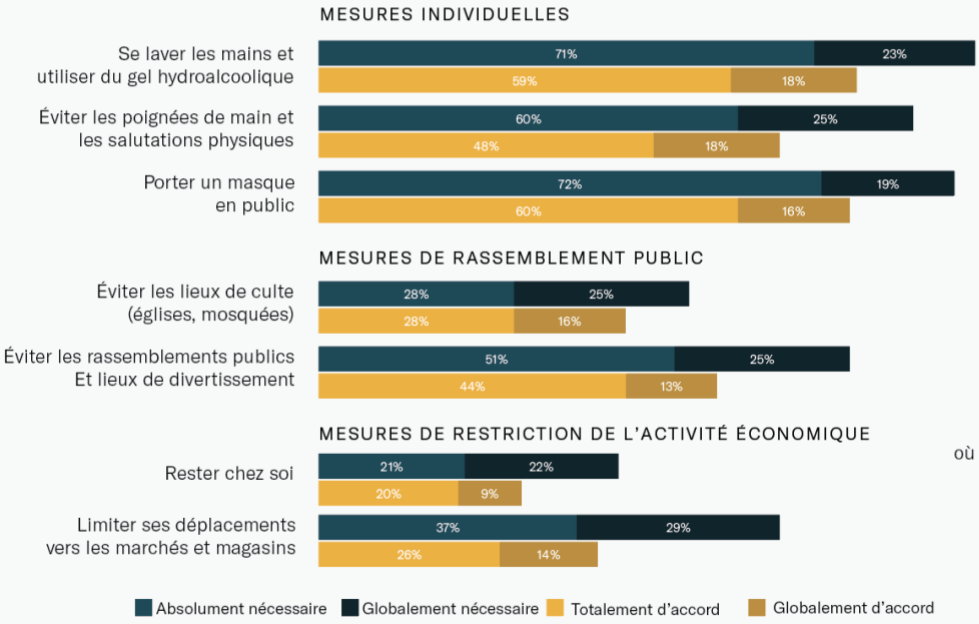
Les participants à l'enquête au Cameroun soutiennent fortement les mesures de protection individuelle, mais plus faiblement d'autres mesures spécifiques qui restreignent l'activité économique et limitent l'accès aux lieux de culte. Les deux tiers des participants sont favorables à un assouplissement des restrictions pour faire repartir l'économie.

- Le niveau d'adhésion déclarée par les participants camerounais est plus faible concernant les mesures de restriction de l'activité économique, telles que le confinement à domicile ou la restriction des déplacements vers les marchés, ce qui peut refléter l'absence de restriction des déplacements, mais aussi le fardeau que ces mesures préventives représentent pour le pays.
- L'accès limité aux lieux de culte est une mesure relativement peu soutenue (53 %), ce qui indique qu'il sera important de garantir une organisation sécurisée pour maintenir les rassemblements religieux. Le niveau d'adhésion déclarée par les participants est également faible vis-à-vis des mesures de protection individuelle telles qu'éviter les poignées de main. Les recommandations doivent prendre en compte les habitudes culturelles concernant les salutations physiques.
- Presque toutes les personnes interrogées au Cameroun signalent être équipées d'un masque, même si le nombre de participants qui déclarent avoir porté un masque au cours de la semaine précédente est beaucoup plus limité (76 %). L'analyse des obstacles au port du masque pourrait être utile lors de l'élaboration de stratégies visant à améliorer l'adhésion de la population.
- Environ les deux tiers des participants à l'enquête soutiennent la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19, même si cette proportion est plus limitée que dans les autres États membres de l'Union africaine où une enquête a été réalisée.
- Les deux tiers des participants sont favorables à un assouplissement des restrictions pour faire repartir l'économie, mais presque 70 % d'entre eux se déclarent très anxieux à l'idée de reprendre des activités normales.

- Le traitement des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux était largement positif. Cependant, certains médias traditionnels ont signalé de nombreux cas de non-respect des MSSP, tels que des personnes portant le masque en dessous du menton sans couvrir leur bouche ni leur nez.

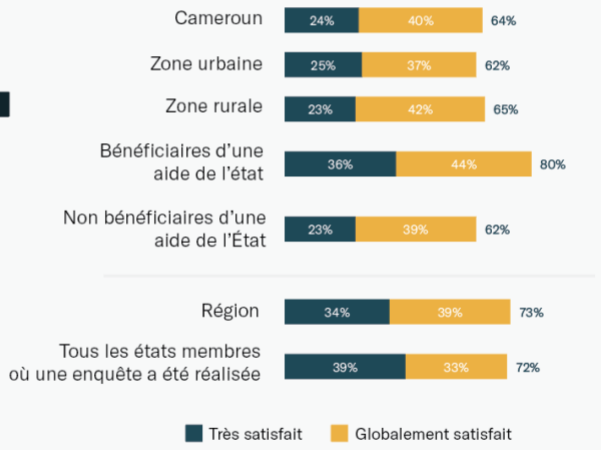
Les mesures de protection individuelle font l'objet d'un soutien et d'une adhésion déclarée élevés, contrairement à celles qui restreignent l'activité économique ou limitent l'accès aux lieux de culte.

Soutien (perception de la nécessité des mesures sur les derniers mois) et adhésion (au cours de la semaine précédente) aux mesures de prévention



Presque les deux tiers des participants au Cameroun sont satisfaits de la réponse du gouvernement, qu'ils soient situés en zone urbaine ou en zone rurale. Les personnes ayant bénéficié d'une aide du gouvernement sont les plus satisfaites.

% de satisfaction vis-à-vis de la réponse du gouvernement à la COVID-19



Data Source: Ipsos Survey

Masque

Le Cameroun impose le port du masque dans les lieux publics et inflige des amendes en cas d'infraction. En avril, le maire de Douala a organisé une distribution gratuite de masques au moment de l'entrée en vigueur de l'obligation de porter le masque dans les lieux publics.

99%
des participants à l'enquête disposent d'un masque prêt à l'emploi

85%
pensent que le port du masque peut éviter la propagation du virus

76%
déclarent avoir porté un masque au cours de la semaine passée

Data Source: Ipsos Survey

Ressenti vis-à-vis du déconfinement

Date du déconfinement :

31% préfèrent attendre plus longtemps pour assouplir les restrictions

66% sont favorables au déconfinement pour faire repartir l'économie

Ressenti par rapport à la reprise de l'activité :

69% déclarent être anxieux à l'idée de reprendre des activités normales

63% se sentiraient à l'aise pour utiliser les transports publics s'ils ne sont pas trop encombrés

Data Source: Ipsos Survey

Couverture médiatique des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

L'analyse des sujets traités dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux peut fournir des indices sur la perception des problèmes clés et l'origine des croyances. Par nature, la veille et l'analyse des médias permettent d'identifier les points de vue et opinions exprimées par un segment de la population activement engagé dans le débat public, les discussions en ligne et sur les réseaux sociaux. Ces données sont qualitatives et ne doivent pas être considérées comme représentatives de l'opinion d'une population plus large.

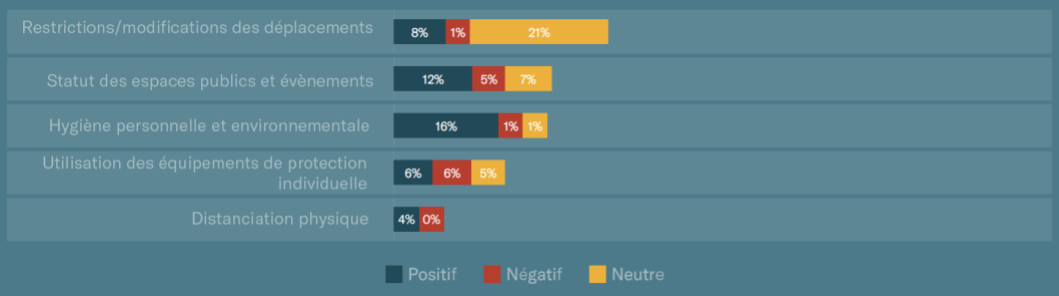
La couverture médiatique dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux au Cameroun était largement positive pendant la période examinée, principalement animée par des posts d'ONG, de sociétés de médias, d'artistes et d'entrepreneurs sur Twitter.

- Des utilisateurs des réseaux sociaux ont signalé que la fermeture des frontières impactait fortement les agriculteurs qui vendent leur production dans les pays voisins et affirmé que les mesures de fermeture n'avaient pas été respectées par la population pour cette raison.
- Des préoccupations grandissantes ont circulé dans les médias traditionnels au mois d'août, concernant un acte de corruption présumé du gouvernement avec détournement de fonds destinés à la réponse à la COVID-19.
- Les MSSP ont été peu mentionnées sur Facebook, notamment en comparaison des discussions dans les autres pays voisins, ce qui peut s'expliquer par le nombre plus limité de MSSP en vigueur au Cameroun.
- Malgré une vision globalement positive des MSSP, les médias traditionnels ont signalé de nombreux cas de non-respect du port correct du masque sur les marchés, dans les entreprises et dans les transports publics.

Dans un article publié le 14 août, le Cameroon Tribune a interrogé Ekungwe Christopher Kang, le maire de la commune de Bangem : « Les habitants de Bangem se rendent compte que la pandémie de la COVID-19 est bien réelle. C'est pourquoi ils appliquent sérieusement toutes les mesures imposées. »

Dans un article du 17 août, le même journal signalait qu'à Yaoundé, la capitale, « deux personnes sur cinq en moyenne portent le masque en prenant le taxi » et ils sont aussi nombreux à le porter « dans la plupart des rues et bars de la ville. »

Principaux sujets traités dans la presse traditionnelle et couverture des MSSP sur les réseaux sociaux de mai à août



Data Source: Novetta Mission Analytics

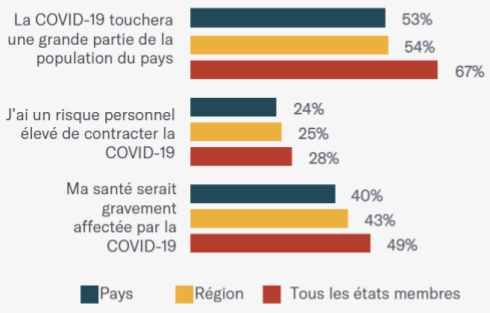
Perception des risques et information sur les risques

Les données issues des épidémies passées montrent que l'information sur les risques et leur perception sont deux facteurs qui influencent les comportements préventifs, notamment l'adhésion aux MSSP. Les personnes bien informées bénéficient généralement d'une bonne compréhension de la COVID-19, mais ne réalisent pas toujours qu'elles ont un risque élevé d'être contaminées ou que la maladie pourrait avoir des conséquences graves sur leur santé. En outre, la population doit croire au fait qu'un changement de comportement permet de réduire efficacement les risques, à la fois pour eux-mêmes et pour la communauté au sens large. Les fausses informations peuvent freiner leur motivation à adhérer à ces mesures de prévention.

Les participants à l'enquête au Cameroun ont une perception du risque que représente la COVID-19 plus faible que les autres États membres de l'UA où une enquête a été réalisée. Une majorité d'entre eux ont des idées fausses sur la maladie ou croient à des rumeurs qui peuvent affecter leur adhésion aux comportements préventifs.

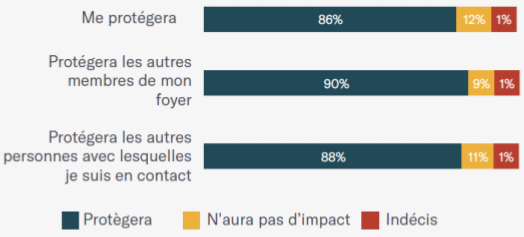
- Environ un participant sur quatre pense avoir un risque élevé de contracter la COVID-19 (24 %). Cette perception du risque personnel est légèrement plus faible que la perception moyenne des autres États membres de l'UA qui ont participé à l'enquête (28 %), ce qui a une importance au vu de l'ampleur de l'épidémie. Même si le nombre de cas signalés est en baisse, le gouvernement doit continuer ses efforts pour impliquer la communauté et communiquer sur les risques.
- Une grande majorité des personnes interrogées au Cameroun pensent que le fait de suivre les recommandations sanitaires les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres de la COVID-19.
- Les fausses informations remettant en cause l'existence de la COVID-19 et la menace que la maladie représente circulent à la fois dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, ce qui correspond aux résultats de l'enquête établissant qu'une majorité des personnes interrogées croit aux fausses informations ou aux rumeurs d'interférence étrangère. Il sera essentiel de communiquer rapidement sur le sujet et d'impliquer la communauté pour contrer la désinformation sur les vaccins et assurer l'acceptation du vaccin lorsqu'il sera disponible.

Les participants à l'enquête au Cameroun ont une perception du risque que représente la COVID-19 pour eux-mêmes et pour leur pays plus faible que dans les autres États membres de l'UA où une enquête a été réalisée.

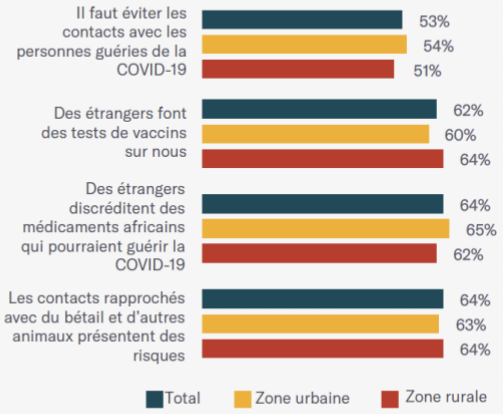


Une large majorité des participants Au Cameroun pensent que le fait de suivre les recommandations sanitaires les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres de la COVID- 19.

Ressenti face au respect des recommandations de santé publique



La majorité des participants au Cameroun a des idées fausses sur la maladie ou croit aux rumeurs d'interférence étrangère.



Source des données : Enquête IPSOS

Perception des risques et information sur les risques dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

Au début du mois d'août, la perception des risques liés aux MSSP était mitigée dans le débat public : certaines personnalités interrogées ont insisté sur la gravité de la COVID-19, tandis que d'autres prétendaient que le risque de transmission était faible.
Certains représentants du gouvernement sont intervenus pour souligner la menace que représente la COVID-19 pour la population.

- Les fausses informations qui remettent en question l'existence de la maladie et la menace qu'elle représente ainsi que les traitements alternatifs circulent assez régulièrement dans les médias traditionnels camerounais depuis le début de la pandémie.
- Beaucoup des informations liées aux traitements alternatifs de la maladie ont été diffusés par des leaders religieux.

Le 12 août, un des maires d'arrondissement de Douala, cité par le Cameroon Tribune, déclarait que les croyances les plus courantes dans sa commune sont que « la saleté ne tue pas les hommes noirs » et que « la [COVID-19] est une maladie importée. »

Le 17 août, de nombreux médias traditionnels ont repris les propos du ministre de la Santé Manaouda Malachie, qui a déclaré : « Nous entrons dans une phase sensible et délicate de notre plan d'urgence : le taux de transmission est en baisse, mais il faut s'attendre à l'arrivée d'une deuxième vague si nous relâchons nos efforts. »

Source des données : Novetta Mission Analytics

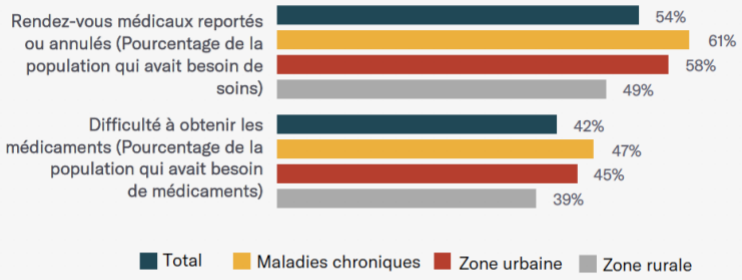
L'impact négatif des MSSP

Les services de santé essentiels

L'épidémie de COVID-19 peut perturber les services de santé essentiels, en raison de la pression exercée sur les systèmes de santé, de la perturbation des circuits d'approvisionnement de médicaments et des restrictions de déplacements. Les citoyens hésitent parfois à demander des soins, en raison du risque de transmission ou de leur incapacité à payer ces soins. Les données obtenues à la suite d'épidémies antérieures et les premiers rapports élaborés sur la COVID-19 suggèrent que les effets indirects sur la santé peuvent être bien plus importants que l'impact direct de la maladie. Un suivi étroit des services de santé essentiels peut permettre d'orienter les politiques d'adaptation des MSSP et de maintien des soins essentiels. L'interprétation des données sur la perturbation des services doit tenir compte du contexte national en matière de charge de morbidité et des schémas d'utilisation des soins de santé.

Les familles font face à une perturbation des services de santé essentiels pendant la pandémie de COVID-19. Une grande partie des personnes nécessitant des soins ou des médicaments ont rencontré des difficultés pour y accéder, une situation qui touche particulièrement les populations urbaines et les personnes atteintes de maladies chroniques. Plus de 40 % des participants au Cameroun ayant besoin de médicaments ont indiqué que l'épidémie de COVID-19 rendait leur accès plus difficile, contre une moyenne d'environ 30 % dans tous les autres États membres de l'UA où une enquête a été réalisée. Les principaux obstacles mentionnés étaient le coût et la peur d'être contaminé par la COVID-19. Le problème du coût des soins de santé existait déjà avant l'arrivée de la COVID-19, mais s'est probablement aggravé pendant la crise. Un des services de santé les plus souvent impactés était le dépistage du paludisme (29 %), ce qui peut entraîner des conséquences importantes sur l'état de santé de la population et pourrait nécessiter une réponse politique afin de renforcer la prévention et d'assurer la continuité de l'accès aux soins. La COVID-19 et les restrictions liées ont fortement perturbé les campagnes de vaccination des enfants, ce qui augmente la menace constante de connaître une hausse des cas de rougeole et de poliomyélite et des épidémies saisonnières de choléra. Selon l'UNICEF, huit régions sur dix subissent actuellement des épidémies de rougeole.

Près de la moitié des familles qui avaient besoin de soins ou de traitements médicaux ont signalé des difficultés d'accès, plus fréquentes chez les personnes atteintes de maladies chroniques.



Obstacles aux services essentiels

Les personnes qui ont signalé qu'un membre de leur famille avait reporté ou annulé un rendez-vous médical ont cité principalement les trois raisons suivantes ::

47% Inquiétude quant au risque de contracter la COVID-19

36% Impossibilité de payer les soins

8% Centres médicaux surchargés

Les rendez-vous médicaux non honorés concernaient principalement :

30% Le paludisme

16% Un examen général/de routine

9% Les maladies cardiovasculaires

Source des données : Enquête IPSOS

Impact économique et sécurité alimentaire

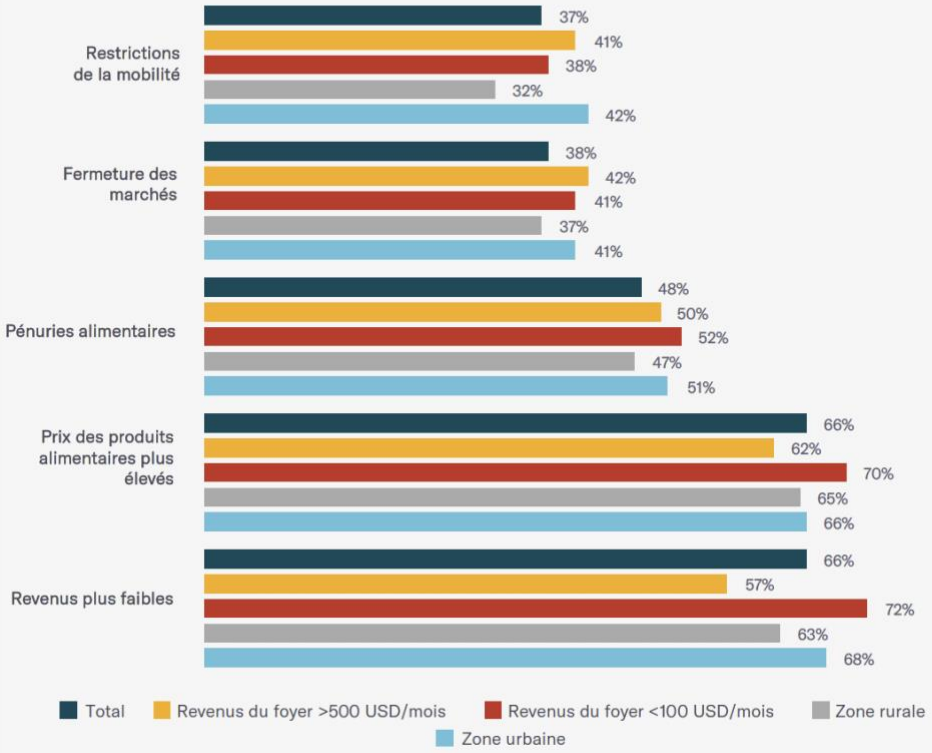
Les MSSP qui limitent l'activité économique, en imposant la fermeture des lieux de travail, les restrictions de déplacements des biens et des personnes, le confinement à domicile et les couvre-feux, sont un lourd fardeau pour la population, qui voit ses moyens de subsistance et son accès aux marchés réduit. Le suivi des contraintes économiques imposées aux ménages et de la sécurité alimentaire peut permettre d'identifier les personnes qui ont besoin d'aide et servir à l'élaboration de mesures de soutien adaptées.

Les participants à l'enquête au Cameroun font face à d'importantes difficultés économiques pendant la crise de la COVID-19. Presque 80 % des participants indiquent avoir rencontré au moins une difficulté d'approvisionnement alimentaire lors de la semaine précédente. D'après le Programme alimentaire mondial des Nations unies, plus de 4 millions de personnes ont un apport alimentaire insuffisant, soit presque 2 millions de plus qu'il y a trois mois. Selon des reportages dans les médias traditionnels, la fermeture des frontières perturbe les circuits d'approvisionnement alimentaire, ce qui affecte la sécurité alimentaire, ainsi que la situation des agriculteurs et des éleveurs. D'après les données de l'enquête, la hausse des prix de l'alimentation et la baisse des revenus sont les obstacles les plus courants à la sécurité alimentaire, en particulier pour les familles avec un revenu mensuel inférieur à 100 $ US. Plus de trois foyers sur quatre (77 %) ont signalé une perte de revenus par rapport à la même période l'année précédente, un constat largement plus marqué chez les familles à plus faible revenu. Le gouvernement a annoncé la mise en place de plusieurs mesures d'aide sociale : le budget du programme d'allocations familiales existant a été augmenté de 60 %, les retraites de certains bénéficiaires ont augmenté de 20 %, tandis que le paiement des cotisations de sécurité sociale a été repoussé. Ces mesures sont toujours en vigueur, mais seuls 6 % des participants ont signalé avoir reçu une aide supplémentaire de l'État au cours du mois écoulé, principalement sous la forme d'une distribution de produits d'hygiène (3 %), d'équipement de protection individuelle (2 %) et de nourriture (1 %).

Les participants camerounais rencontrent des difficultés d'approvisionnement alimentaire, et une grande partie d'entre eux signale avoir rencontré des obstacles liés à la hausse des prix de l'alimentation et aux pertes de revenus.

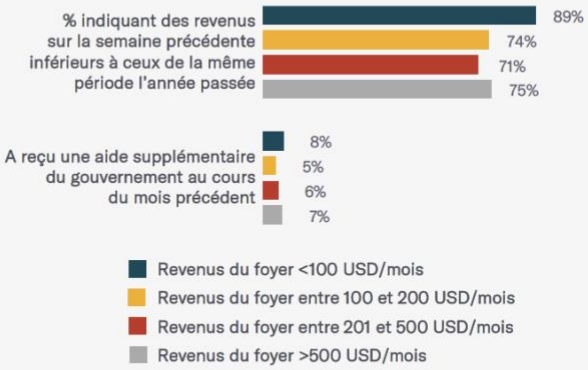
Note : Les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.

(% des participants qui ont signalé avoir rencontré des difficultés pour acheter de la nourriture au cours de la semaine précédente pour une des raisons suivantes)



Une grande majorité des familles interrogées au Cameroun ont subi une perte de revenu, en particulier dans les foyers à faible revenu.
Seuls 6 % des foyers ont reçu une aide supplémentaire de l'État au cours du mois écoulé.

Note : Les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.



Source des données : Enquête IPSOS

Traitement de l'impact des MSSP dans les médias traditionnels et sur les sur les réseaux sociaux

D'après la veille médiatique effectuée entre mai et juillet, environ 20 % des sujets liés à la COVID-19 au Cameroun traitaient de l'impact négatif des MSSP, mentionnant principalement les besoins vitaux, les services essentiels et les conditions de vie. La vision négative des MSSP est liée aux inquiétudes en matière de sécurité de l'approvisionnement en eau et en nourriture.

- Les inquiétudes au sujet de la sécurité de l'eau ont atteint un pic fin mai, après la publication en ligne d'un rapport par la journaliste Mimi Mefo signalant des ressources en eau limitées dans le nord-ouest du pays. Ces préoccupations ont diminué en partie au fil du temps, mais cela reste un sujet d'inquiétude majeure au sein du public.
- Le chômage est également une source de préoccupation répandue du fait du fardeau économique imposé par les MSSP.
- Les restrictions des échanges transfrontaliers ont perturbé les circuits d'approvisionnement, et il a été signalé que cette situation affecte particulièrement les agriculteurs et les éleveurs. Ces professions (agriculteurs, éleveurs, grossistes et bouchers) ne cessent de critiquer les restrictions de déplacement.

Un producteur de tomates camerounais interrogé par l'agence Reuters le 3 août a déclaré qu'il « écoule normalement plus de 80 % de sa récolte dans des lots à gros volumes achetés par les pays voisins. Mais ces acheteurs ne viennent plus. »

Le 26 juillet, une fédération d'entrepreneurs a publié un rapport, largement repris, indiquant que « 69 % des dirigeants d'entreprises n'étaient pas satisfaits des MSSP adoptées par le gouvernement, dont 36,9 % pas du tout satisfaits et 32,1 % pas entièrement satisfaits. »

Source des données : Novetta Mission Analytics

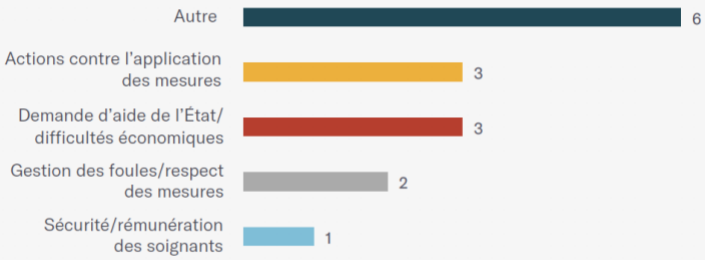
Sécurité

Une augmentation des troubles sociaux ou de l'insécurité, que ce soit des manifestations pacifiques ou des émeutes et des violences commises par et contre des civils, peut avoir des conséquences sur l'adhésion de la population aux MSSP, et constitue un indicateur de la charge que ces mesures font peser sur la population.

Le Cameroun a enregistré 12 incidents de sécurité liés à la COVID-19, un chiffre en baisse constante depuis le mois d'avril. En revanche, la moitié de ces incidents impliquaient des actes de violence. Les manifestants avaient des revendications variées, telles que les conditions de vie dans les prisons pour trois d'entre elles et la demande de mesures de soutien économique plus importantes pour trois autres. Parmi les évènements violents, deux étaient des manifestations de civils contre la mise en œuvre des MSSP. Dans un cas, plusieurs civils ont attaqué le commandant du poste de gendarmerie du village de Balatchi après que des agents ont ouvert le feu sur un conducteur de taxi à vélo refusant de payer une amende infligée pour non-respect du port du masque.

12 incidents de sécurité liés à la COVID-19 ont été signalés depuis le mois d'avril, dont la moitié avec des actes de violence.

Nombre d'évènements par catégorie, mars-juillet



Source des données : ACLED, Base de données sur les évènements liés au coronavirus

Sources des données et méthodes appliquées

Données de l'enquête : enquête téléphonique réalisée au Cameroun entre le 3 et le 17 août par l'Ipsos auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale de 1 449 adultes (640 habitant en zone urbaine et 809 en zone rurale).

Médias traditionnels et réseaux sociaux : les recherches ont été menées par Novetta Mission Analytics, sur des médias africains en ligne disponibles en source ouverte, ainsi que des comptes Twitter et Facebook géolocalisés. Ces données qualitatives reflètent le discours public présent sur les médias en ligne et parmi les utilisateurs des réseaux sociaux. Les citations ont été modifiées pour plus de clarté (texte modifié entre crochets).

Données épidémiologiques : fournies par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies

Autres données : issues de sources accessibles au public.

Les résultats de l'étude reflètent les dernières informations disponibles sur les sources répertoriées au moment de l'analyse et ne reflètent pas nécessairement les données les plus récentes ou issues d'autres sources. Les données peuvent varier en termes d'exhaustivité, de représentativité et de périodicité. Les limites de cette enquête sont évoquées plus en détail sur la page accessible via le lien ci-dessous.

Pour plus d'informations sur les sources des données et les méthodes appliquées, consulter la page preventepidemics.org/covid19/perc/.